



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



CIHEAM
Centre International de Hautes Études
Agronomiques Méditerranéennes



PRIMA
PARTNERSHIP FOR RESEARCH AND INNOVATION
IN THE MEDITERRANEAN AREA



The UfM Secretariat
is co-funded by the
EUROPEAN UNION



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



The Hashemite
Kingdom of Jordan

TRANSFORMATION BLEUE: STRATÉGIES ET ACTIONS POUR DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES PLUS DURABLES EN RÉGION MÉDITERRANÉE

RÉSULTATS DU WEBINAIRE

MESSAGES PRINCIPAUX

- Les secteurs de la pêche et de l'aquaculture en Méditerranée, vitaux pour les **systèmes alimentaires aquatiques de la région**, soutiennent la sécurité alimentaire, améliorent les moyens d'existence et protègent le patrimoine.
- La vision sous-tendant la **transformation bleue** cherche à développer les systèmes alimentaires aquatiques et à améliorer leur contribution à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les plus vulnérables, tout en favorisant une croissance équitable, en particulier pour les communautés qui dépendent de la pêche et de l'aquaculture.
- La stimulation de la croissance durable de la pêche et de l'aquaculture dans la région méditerranéenne demande des **efforts concertés en matière d'investissements, de gouvernance, d'innovations technologiques et d'échange de connaissances**, afin de relever plusieurs défis complexes et de tirer parti d'opportunités prometteuses.
- La gouvernance bleue et les réformes politiques** peuvent favoriser la création de partenariats public-privé et la réalisation d'investissements privés dans des projets innovants. En Méditerranée, l'élaboration de plans de gestion fondés sur la science et l'institution de zones de pêche à accès réglementé ont contribué à réduire la surexploitation des ressources halieutiques, tout en créant un environnement propice au développement durable de l'aquaculture.
- Il est vital d'**investir dans la recherche scientifique et technologique** pour la pêche, l'aquaculture et les secteurs marins connexes, afin de stimuler l'innovation qui favorise la durabilité environnementale et la résilience économique, moteurs de la transformation bleue en Méditerranée. Les pouvoirs publics, les institutions universitaires et le secteur privé doivent favoriser la collaboration pour financer la recherche et le développement, et les centres d'innovation et les pépinières jouent un rôle clé dans l'accompagnement des start-ups.
- Il est fondamental de créer des **parcours éducatifs personnalisés** pour aligner les efforts académiques sur les besoins du marché du travail et favoriser l'emploi des jeunes dans les secteurs de la transformation bleue.
- Les approches multipartites et axées sur la communauté** favorisent la collaboration, le dialogue, l'échange de connaissances et les partenariats entre secteurs et régions. La participation des populations côtières à la conception et à la mise en œuvre d'interventions favorise le changement durable et l'adoption de modèles économiques alternatifs qui préservent les écosystèmes marins et la biodiversité.
- Renforcer la **coopération régionale** est essentiel pour intégrer les secteurs bleu et agroalimentaire et assurer l'avancement de la feuille de route de la transformation bleue vers un développement régional global et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

INTERVENANTS ET INTERVENANTES



Modératrice:
Yasmine Seghirate El Guerrab
Administratrice, [CIHEAM](#)



Almotaz Abadi
Secrétaire général adjoint, Eau, environnement et économie bleue, Union pour la Méditerranée ([UpM](#))



Teodoro Miano
Secrétaire général, [CIHEAM](#)



Delilah Al Khudhairi
Directrice générale Politique maritime et économie bleue, Direction générale des affaires maritimes et de la pêche ([DG MARE](#)) de la Commission européenne



Rania Koussani
Ingénieure agroéconomiste, Conseillère RSE, Coopération allemande pour le développement (GIZ), bureau tunisien - Cheffe de projet, [DEVLOK](#)



Mounir Ghirbi
Directeur de la coopération internationale et de la promotion de la recherche, Institut national italien d'océanographie et de géophysique appliquée ([OGS](#))



Mohammad Al-Sakran
Directeur exécutif, Aqaba Development Corporation ([ADC](#)) - Co-Présidence de l'[UpM](#), Jordanie



Roberta De Palma
Conseillère technique principale, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ([ONUUDI](#))



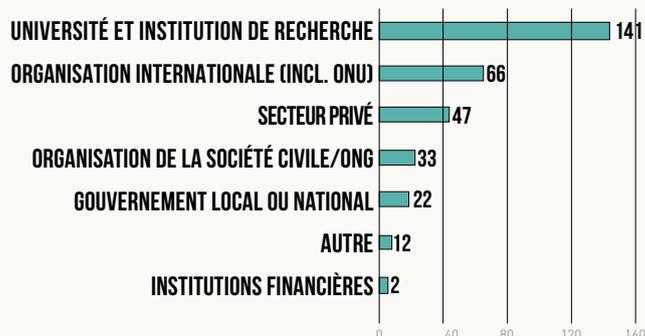
Miguel Bernal
Secrétaire exécutif, Commission générale des pêches pour la Méditerranée ([CGPM](#)), FAO



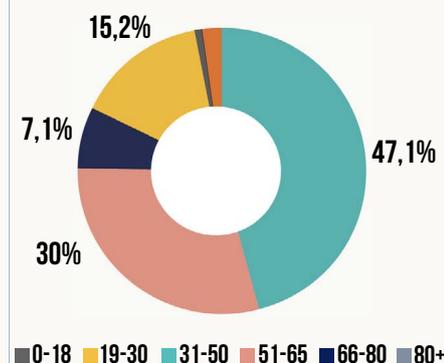
Nesrine Ziad
Associée, [Leancubator](#)

Statistiques de participation | 323 participants et participantes de 54 pays, dont 238 personnes issues de 16 pays méditerranéens.

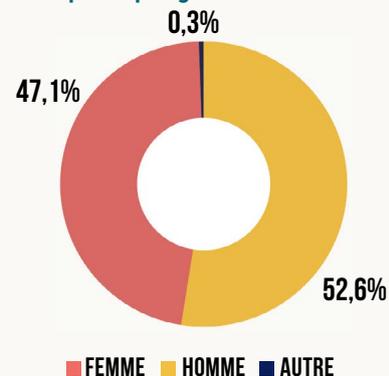
Nombre de participants par groupe de parties prenantes



Participants par tranche d'âge



Participants par genre



LE «BLEU» DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

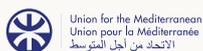
Les discours liminaires ont posé le contexte institutionnel de ce webinaire, en mettant en lumière la collaboration importante entre la Plateforme SFS-MED et la Direction générale des affaires maritimes et de la pêche (DG MARE) de la Commission générale. Ils ont été prononcés par:



La Direction générale des affaires maritimes et de la pêche (DG MARE)

représentée par Mme Delilah Al Khudhairi, Directrice générale Politique maritime et économie bleue.

La DG MARE élabore et met à exécution les politiques de la Commission européenne sur les questions maritimes et halieutiques, en garantissant l'exploitation durable des ressources océaniques et un avenir prospère pour les communautés littorales et le secteur de la pêche, en promouvant les politiques maritimes et en favorisant une économie bleue durable, ainsi qu'en encourageant la gouvernance de l'océan à l'échelle internationale. Les principaux objectifs de la DG MARE sont les suivants: protéger l'environnement marin tout en maintenant la compétitivité de l'Europe, mettre en œuvre la nouvelle politique commune de la pêche, tirer parti du potentiel qu'ont les mers européennes de créer des emplois durables qui préservent les ressources naturelles, et adopter des règles en matière de gestion et de gouvernance des océans en collaboration avec des partenaires mondiaux.



L'Union pour la Méditerranée (UpM)

représentée par M. Almotaz Abadi, Secrétaire général adjoint, Eau, environnement et économie bleue.

L'UpM est une institution intergouvernementale euroméditerranéenne qui réunit les États membres de l'Union européenne et 16 pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Son but est de renforcer la coopération et le dialogue régionaux par la mise en œuvre de projets et d'initiatives ayant des retombées tangibles sur les citoyens, en particulier les jeunes et les femmes, afin de réaliser les trois objectifs stratégiques de la région: stabilité, développement inclusif et intégration. Elle défend les droits des femmes, la création d'emplois et le renforcement des efforts de connectivité entre les pays, et s'attaque aux urgences environnementales et climatiques. L'UpM donne également la priorité aux programmes de subventions et aux programmes visant à encourager l'esprit d'entreprise et les opportunités d'emploi pour les jeunes, reconnaissant ainsi leur rôle crucial dans le façonnement de l'avenir de la région. L'organisation travaille sur un instrument unique visant à accélérer les investissements dans l'économie bleue et sur la mise en place d'un instrument régional pour la protection civile.

La mer Méditerranée a toujours joué un rôle crucial dans les sociétés, économies et systèmes agroalimentaires de la région. En vertu de la *Déclaration ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur l'économie bleue durable*¹, adoptée en 2021 par les 43 pays euroméditerranéens, l'économie bleue durable englobe toutes les activités maritimes et côtières qui concilient la croissance économique, l'amélioration des moyens de subsistance et l'inclusion sociale avec la protection des écosystèmes marins et côtiers et de la biodiversité, l'utilisation durable des ressources, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. Parfaitement aligné sur le programme pour une économie bleue durable, le concept de «transformation bleue» vise à atteindre



Aqaba Development Corporation (ADC)

représentée par M. Mohammad Al-Sakran, Directeur exécutif. ADC représentait le Royaume hachémite de Jordanie.

Lancée en 2004 et détenue par le Gouvernement de la Jordanie et par l'Autorité de la zone économique spéciale d'Aqaba, ADC a pour mission de construire de nouvelles infrastructures et les superstructures nécessaires, de développer les services existants, de créer des outils favorisant les activités commerciales et de gérer/opérer des installations clés pour la zone économique spéciale. Elle s'efforce de développer des atouts et d'optimiser la participation du secteur privé à leur développement et à leur gestion, dans le but de stimuler l'économie et de favoriser la croissance et le développement en Jordanie. ADC a notamment lancé un certain nombre de projets facilitateurs visant à soutenir l'environnement commercial à Aqaba, et formé plusieurs partenariats publics et privés.



La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM)

représentée par M. Miguel Bernal, Secrétaire exécutif.

La CGPM est une organisation régionale de gestion des pêches créée en 1949 en vertu de l'Article XIV de la Constitution de la FAO. Constituée de 23 parties contractantes, dont l'UE, et de six parties coopérantes non contractantes, son objectif principal est de fédérer les efforts des pays en faveur de la conservation et de l'utilisation durable des ressources biologiques marines, ainsi que du développement durable de l'aquaculture, dans la Méditerranée et la mer Noire. Elle joue un rôle essentiel dans la gouvernance des pêcheries et a le pouvoir d'émettre des recommandations contraignantes en matière de conservation et de gestion des pêches et de développement de l'aquaculture.

des objectifs clés comme le développement de l'aquaculture durable, la gestion efficace des pêches et le développement des chaînes de valeur. **La vision sous-tendant la transformation bleue cherche à développer les systèmes alimentaires aquatiques et à améliorer leur contribution à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les plus vulnérables, tout en favorisant une croissance équitable**, en particulier pour les communautés qui dépendent de la pêche et de l'aquaculture².

La pêche et l'aquaculture sont des moteurs centraux de la transformation bleue de la Méditerranée et des éléments clés des systèmes agroalimentaires. Avec une production annuelle combinée de près de deux millions de tonnes, des emplois pour

plus de 700 000 personnes et des revenus d'environ 20,5 milliards d'USD le long de la chaîne de valeur³, ces secteurs occupent une place prépondérante dans les systèmes agroalimentaires, les moyens d'existence et le patrimoine de la région, **contribuent à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la nutrition**, dans la lignée de la diète méditerranéenne.

La pêche durable est essentielle au maintien de stocks de poissons abondants, qui à leur tour **soutiennent les moyens d'existence des communautés côtières ainsi que la sécurité de l'emploi le long de la chaîne de valeur** et la rentabilité future du secteur. Des efforts concertés sont donc nécessaires pour élaborer des plans de gestion fondés sur la science, mettre en œuvre efficacement les programmes de renforcement des capacités et adopter des mesures visant à **minimiser l'impact de la pêche sur les écosystèmes marins**, en particulier les espèces vulnérables. Il est primordial de tirer parti de l'innovation et de la numérisation, et de promouvoir les meilleures pratiques, les politiques inclusives et les cadres de protection sociale. Il est essentiel de faire respecter les normes de conformité, comme la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR), et d'adhérer aux conventions de protection environnementale pour protéger les intérêts des pêcheurs et la durabilité des ressources.

L'aquaculture, lorsqu'elle est gérée de manière appropriée, contribue à la préservation et à la restauration de la nature, ainsi qu'à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets. Elle offre différentes solutions écosystémiques, telles que l'aquaculture extensive en bassins et l'élevage de mollusques et la culture d'algues, qui produisent non seulement des aliments mais aussi des matières premières pour différents secteurs. Plusieurs documents-cadres régionaux, comme la *Stratégie 2030 de la CGPM pour une pêche et une aquaculture durables en Méditerranée et en mer Noire* (Stratégie 2030 de la CGPM)⁴, la *Communication de la Commission européenne sur une nouvelle approche pour une économie bleue durable dans l'UE*⁵ et la *Déclaration ministérielle de l'UpM sur l'économie bleue durable*⁶, fournissent des orientations au secteur.

Grâce à la collaboration entre pays et parties prenantes régionales, ainsi qu'à des interventions stratégiques, des progrès importants ont été réalisés dans la région méditerranéenne ces dix dernières années. Selon la dernière édition (2023) de *L'état des pêches en*

*Méditerranée et en mer Noire*⁷, **la production aquacole a presque doublé** en dix ans, atteignant un volume annuel de 870 000 tonnes en 2021 contre 450 000 en 2011, et le **niveau de surexploitation des pêcheries a baissé**, passant de 73% en 2020 à 58% en 2021, le taux le plus faible observé depuis l'inversion de la tendance à la surexploitation il y a dix ans. Cette tendance se reflète aussi au niveau mondial où, pour la toute première fois, le volume d'animaux aquatiques en élevage dépasse le nombre d'animaux aquatiques capturés⁸. L'élaboration de **plans de gestion fondés sur la science** et la mise en place de **zones de pêche restreintes**, appuyées par des initiatives de recherche scientifique et de **renforcement des capacités**, ont joué un rôle majeur dans la réalisation de ces objectifs. De plus, la priorité a été donnée aux efforts visant à renforcer l'action d'autres acteurs le long de la chaîne de valeur des produits halieutiques et aquacoles, y compris la sensibilisation des consommateurs et l'autonomisation des femmes du secteur⁹.

Bien que ces secteurs soient au cœur des systèmes agroalimentaires dans la pratique, une étude récente¹⁰ des Feuilles de route nationales pour la transformation des systèmes alimentaires issues du processus du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) en Méditerranée a mis en lumière la déconnexion subsistant entre les systèmes alimentaires et les secteurs bleus de la pêche et de l'aquaculture. Les feuilles de route nationales mettent rarement en valeur la vie marine et les ressources aquatiques, associant généralement les systèmes agroalimentaires à l'agriculture terrestre. Pour combler ce manque, **la collaboration et la coopération entre partenaires régionaux**, par l'intermédiaire d'organismes comme la CGPM de la FAO, le [Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement \(PNUE/PAM\)](#), la Conférence des parties prenantes de l'UpM sur l'économie bleue durable et la DG MARE de la Commission européenne, peuvent jouer un rôle fondamental en comblant le fossé entre la transformation bleue et le programme relatif aux systèmes alimentaires dans la région méditerranéenne. Ces acteurs sont essentiels pour assurer **l'introduction progressive de la pêche et de l'aquaculture dans une perspective systémique plus vaste**, en créant des alliances qui répondent aux priorités environnementales, économiques et sociales communes, qui constituent une contribution importante à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

STRATÉGIE 2030 DE LA CGPM POUR UNE PÊCHE ET UNE AQUACULTURE DURABLES EN MÉDITERRANÉE ET EN MER NOIRE

COLLABORATION / MÉDITERRANÉE ET MER NOIRE

La *Stratégie 2030 de la CGPM pour une pêche et une aquaculture durables en Méditerranée et en mer Noire*¹¹ encourage l'adoption d'une approche intégrée pour faire face aux principaux défis en matière de gestion de la pêche et de l'aquaculture. La Stratégie 2030 de la CGPM comporte cinq objectifs, relatifs: 1) aux pêcheries et écosystèmes; 2) à la conformité et à la mise à exécution; 3) à l'aquaculture; 4) aux moyens de subsistance; et 5) au renforcement des capacités. La Stratégie 2030 de la CGPM est le principal outil de mise en œuvre des cinq engagements suivants de la *Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever*¹², signée par 16 pays en 2017: améliorer la collecte de données et l'évaluation scientifique de l'état des ressources dans la région; établir un cadre de gestion des pêches fondé sur les écosystèmes; instaurer une culture du respect des règles et éliminer la pêche INDNR; favoriser une pêche artisanale et une aquaculture durables; et renforcer la solidarité et la coordination en Méditerranée. Cette stratégie intégrée tient compte des dimensions environnementale et écosystémique, ainsi que des moyens d'existence et du besoin de garantir le renforcement des capacités dans la région.

Le [Plan d'action régional pour la pêche artisanale en Méditerranée et en mer Noire \(PAR-SSF\)](#) est un engagement politique historique qui établit un plan directeur décennal pour la durabilité environnementale, économique et sociale à long terme du secteur. Signé en septembre 2018 aux termes d'une Déclaration ministérielle, il adapte au contexte de la Méditerranée et de la mer Noire les [Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté](#), approuvées par la FAO, qui représentent le premier instrument international consacré entièrement au secteur de la pêche artisanale. Le plan établit les principes, les objectifs et les mesures concrètes qu'il faut mettre en œuvre dans la décennie à venir si l'on veut assurer l'avenir durable de la pêche artisanale dans la région. Il se fonde sur une perspective globale du secteur de la pêche artisanale et du rôle vital que celui-ci joue dans le contexte économique, social et culturel de la Méditerranée et de la mer Noire, et tient compte de toutes ces dimensions dans ses objectifs stratégiques. Les pêcheurs et les communautés qu'ils font vivre sont au cœur du Plan. Il s'agit du seul plan d'action régional au monde qui adapte les Directives SSF à l'échelle régionale. Il a fait l'objet d'une revue à mi-parcours en 2024 en marge de la 36^e session du Comité des pêches ([COFI](#)).

Organisée à Athènes les 19 et 20 février 2024, la [Conférence](#) a réuni plus de 350 représentants des secteurs maritime, universitaire, public, des entreprises et des organisations à but non lucratif pour évaluer les progrès réalisés dans les dix domaines prioritaires en matière d'économie bleue durable adoptés dans le cadre de la Déclaration ministérielle de 2021 et discuter de la marche à suivre. La Conférence a principalement mis l'accent sur le besoin de règles du jeu équitables, de règles communes, d'une réglementation améliorée, d'un renforcement des capacités, d'interventions fondées sur les données et d'une reconnaissance des disparités régionales. De plus, l'association d'une approche processus/projet et d'une coordination interprogrammes a été jugée cruciale pour atteindre les objectifs en matière d'économie bleue durable fixés à l'échelle régionale, appuyés par la validation politique/stratégique de la Déclaration ministérielle et de la Feuille de route.

CONCLUSIONS DE LA TABLE RONDE

Le webinaire visait à répondre aux questions fondamentales suivantes:

- **Quelles sont les mesures, stratégies et incitations les plus efficaces et les plus viables pour accompagner la transformation bleue dans la région méditerranéenne, et comment les parties prenantes peuvent-elles collaborer pour les mettre en œuvre?**
- **Comment la collaboration régionale pour une transformation bleue de la Méditerranée peut-elle répondre aux principaux obstacles s'opposant à la mise en œuvre de ces mesures?**

La table ronde a favorisé le partage des expériences de plusieurs groupes de parties prenantes.

DURABILITÉ ET CIRCULARITÉ DANS LES SECTEURS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

Certaines des solutions visant à introduire des pratiques plus durables dans les systèmes alimentaires aquatiques de la Méditerranée ont été présentées par:



[L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel \(ONUDI\)](#)

représentée par Mme Roberta De Palma, Conseillère technique principale.

L'ONUDI est une agence spécialisée du système des Nations Unies ayant pour mandat unique de promouvoir, dynamiser et accélérer le développement industriel. Si ce mandat se reflète spécifiquement dans l'ODD 9: «Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation», les activités de l'ONUDI n'en contribuent pas moins à tous les ODD. La vision de l'ONUDI est celle d'un monde sans pauvreté ni faim, où l'industrie est le moteur d'économies à faibles émissions, améliore le niveau de vie et préserve un environnement viable pour les générations actuelles et futures, sans laisser personne de côté. L'ONUDI soutient ses 172 États membres par le biais de la coopération technique, de services de recherche axée sur l'action et de conseil politique; de fonctions normatives et d'activités liées aux normes; et de la création de partenariats pour le savoir et le transfert de technologie. Les axes de travail de l'organisation sont les suivants: éliminer la faim en aidant les entreprises de la fourche à la fourchette; mettre un terme à l'effondrement climatique à l'aide des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre industrielles; et soutenir les chaînes d'approvisionnement durable afin de faire bénéficier les producteurs des pays en développement d'un traitement équitable et de préserver les ressources limitées.

La stimulation de la croissance durable de la pêche et de l'aquaculture dans la région méditerranéenne demande des **efforts concertés en matière d'investissements, d'innovations technologiques et d'échange de connaissances**, afin de relever plusieurs défis complexes et de tirer parti d'opportunités prometteuses. L'ONUDI est l'un des partenaires d'exécution de l'initiative SwitchMed (voir l'encadré ci-dessous), lancée en 2013, qui vise à favoriser l'économie bleue en catalysant la transformation des secteurs de la pêche, de la transformation du poisson et de l'aquaculture vers des modèles plus durables d'économie circulaire. Une étude exhaustive¹³ menée dans le cadre de ce programme a mis en évidence plusieurs domaines critiques nécessitant une attention particulière. Premièrement, les **avancées technologiques en matière de pratiques aquacoles** dans la région restent nettement en deçà des meilleures pratiques mondiales, ce qui a un impact particulier sur les quotients nutritifs, qui constituent une part importante (plus de 60%) des coûts opérationnels. L'amélioration de ces quotients promet non seulement une baisse importante des coûts, mais favorise aussi la durabilité environnementale en réduisant les inefficacités des ressources et la pollution aquatique. La **forte dépendance du secteur sur l'importation de juvéniles et d'aliments pour poissons** pose par ailleurs des risques inhérents, ce qui met en évidence une opportunité cruciale pour l'investissement local dans la production de juvéniles et la fabrication d'aliments pour fortifier la résilience de l'industrie et stimuler l'innovation. En parallèle, s'il est bien établi, le secteur de la transformation du poisson présente toutefois des lacunes considérables en matière d'efficacité énergétique, d'utilisation de l'eau et des matériaux par rapport aux principales normes internationales. De plus, le volume considérable de **sous-produits de la pêche**, traditionnellement utilisés pour la fabrication de farine et d'huile de poisson, présente une occasion unique pour l'industrie d'explorer des applications plus rentables et de conquérir de nouveaux marchés.

Outre l'étude susmentionnée, les efforts visant à assurer la compétitivité et la durabilité des secteurs méditerranéens de l'aquaculture et de la transformation du poisson sont illustrés par des initiatives ciblées et des études de cas relevant de SwitchMed. En **Tunisie, des approches innovantes de l'aquaculture** impliquent de tester des solutions intelligentes et d'intégrer des technologies avancées comme les systèmes d'alimentation automatique et les caméras sous-marines connectées à l'IdO à l'intelligence artificielle. Ces technologies garantissent une alimentation précise et en temps utile fondée sur l'analyse du comportement des poissons en temps réel, ce

qui améliore considérablement l'efficacité de l'alimentation et la productivité opérationnelle. De manière déterminante, ces solutions ont été conçues en tenant compte de l'accessibilité financière à l'échelle locale, dans le but d'améliorer l'adoption de technologies dans le secteur aquacole de la région. En parallèle, au **Maroc**, des audits exhaustifs d'efficacité des ressources menés dans le cadre d'installations intégrées de transformation du poisson ont identifié près de 50 mesures d'optimisation. Ces audits portent sur la congélation du poisson, la mise en conserve et la transformation de la farine de poisson, et ont mis en évidence des opportunités d'intégrer l'énergie, l'eau et l'utilisation des matériaux. Les améliorations qui en découlent réduisent non seulement les dépenses de fonctionnement mais améliorent aussi la durabilité environnementale, démontrant un retour sur investissement dans un délai de deux ans environ pour de nombreuses mesures. De plus, l'étude de **trajectoires alternatives de valorisation des sous-produits de la pêche** au Maroc semble afficher une viabilité économique prometteuse. Les projets de production de collagène à partir de la peau et des écailles, de farine de poisson de haute qualité destinée à la consommation humaine et d'hydrolysats pour l'aquaculture et l'agriculture se révèlent intéressants sur le plan économique, avec un retour rapide sur investissement, dans les 0,5 à 2,6 mois selon le produit. **La mise à l'échelle de ces initiatives exige des efforts importants en matière de partage de connaissances et de renforcement des capacités dans le secteur, de même qu'un soutien gouvernemental stratégique pour encourager l'innovation et faciliter l'entrée sur le marché dans certains secteurs mondiaux comme la nutraceutique et la pharmaceutique.**

Une autre opportunité clé en Méditerranée pourrait consister à **développer des indicateurs clés pour mesurer la durabilité de l'économie bleue**, en garantissant une représentation équilibrée de ses dimensions économique, environnementale et sociale. À cet effet, un cadre d'indicateurs a été proposé par Plan Bleu dans une étude récente¹⁴. La coopération régionale accélère l'adoption de pratiques durables dans les pêcheries et l'aquaculture méditerranéennes, et les positionne de manière à en assurer la résilience économique et la gestion responsable de l'environnement. L'engagement collectif nécessaire pour assurer l'avancement des pratiques aquacoles durables est prôné par des organismes tels que la CGPM (voir encadré ci-dessus), le [Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches de la FAO](#) et des cadres de coopération régionale tels que l'[Initiative Accélérer l'aquaculture durable en Méditerranée occidentale \(AquaWest\)](#).

PROJET SWITCHMED (PASSER À UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN MÉDITERRANÉE)

EXPÉRIENCE / MÉDITERRANÉE

L'initiative [SwitchMed](#) est financée par l'Union européenne (UE) et mise en œuvre par l'ONUDI, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Centre d'activités régionales pour la Consommation et la Production Durables (SCP/RAC) du PNUE/PAM, en étroite collaboration avec la Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR) de la Commission européenne. Lancé en 2013 pour accélérer le passage à des modes de consommation et de production durables dans le sud de la Méditerranée, notamment à travers la promotion d'approches d'économie circulaire, le programme vise à réaliser des économies productives, circulaires et partagées en Méditerranée en modifiant le mode de consommation et production des biens et services afin que le développement humain soit dissocié de la dégradation de l'environnement. SwitchMed opère en Algérie, en Égypte, en Israël, en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie, et soutient et met en relation les parties prenantes afin d'intensifier les innovations écologiques et sociales. L'initiative est pleinement alignée sur les cadres régionaux, comme le *Plan d'action pour une économie circulaire – pour une Europe plus propre et plus compétitive* de la Commission européenne, et contribue aux groupes de travail de l'UpM sur l'économie bleue et sur l'environnement et les changements climatiques.

LE RÔLE DES ENTREPRISES ET DE L'INNOVATION DANS LA TRANSFORMATION BLEUE

Les perspectives relatives au besoin de mettre l'innovation et les start-ups au service de la transformation bleue ont été fournies par:

LEANCUBATOR
IDEATION IN MOTION

Leancubator

représentée par Mme Nesrine Ziad, Associée.

Leancubator est un hub d'innovation et incubateur algérien spécialisé dans l'accompagnement de projets durables et innovants de la conception à la mise en œuvre de programmes dans multiples secteurs, notamment l'économie bleue, l'économie verte, la foodtech et la fintech.

L'économie bleue de la région méditerranéenne connaît d'importantes évolutions grâce à l'innovation, qui est essentielle pour favoriser une croissance économique durable et améliorer la résilience des communautés dépendantes des ressources maritimes. Les innovations actuelles prennent la forme d'investissements continus dans la **production d'énergie éolienne, houlomotrice et marémotrice en mer**, l'adoption de pratiques innovantes dans la pêche et l'aquaculture comme l'**aquaculture multitrophique intégrée**, et la recherche et le développement dans les **biotechnologies marines** visant à découvrir des composés bioactifs et à fabriquer des bioplastiques et des produits pharmaceutiques à partir d'organismes marins. De plus, les initiatives de **tourisme durable**, en particulier l'écotourisme marin et le pescatourisme, visent à soutenir les économies locales tout en préservant les environnements côtiers et maritimes grâce à l'aménagement du territoire maritime.

Les principaux acteurs de ce climat d'innovation sont les services de recherche et développement des principaux groupes industriels, les chercheurs et chercheuses, les centres d'innovation, les start-ups et tout l'écosystème facilitant cette dynamique. Les start-ups sont confrontées à plusieurs obstacles, tels que l'adéquation entre le produit et le marché, la compréhension des défis de l'industrie, l'accès au financement, le renforcement des capacités et l'établissement de réseaux en vue de la création de partenariats. Plusieurs opportunités se profilent toutefois à l'horizon. Les investisseurs, institutions financières et gouvernements manifestent un intérêt croissant pour les projets d'économie bleue durable, qui peut se traduire par des financements de capital-risque spécialisés, un appui aux initiatives de financement participatif et la facilitation de l'accès des entreprises innovantes aux prêts bancaires et subventions publiques. **Il est essentiel d'investir dans la recherche scientifique et technologique liée à l'économie bleue pour stimuler l'innovation**, et d'assurer la collaboration entre

les gouvernements, les institutions universitaires et le secteur privé en vue du financement de la recherche et du développement. Renforcer le rôle joué par les centres d'innovation et les pépinières d'entreprises est également fondamental, puisqu'ils fournissent aux start-ups les ressources dont elles ont besoin dans le cadre de programmes de renforcement des capacités, facilitent l'accès aux financements et contribuent à la construction de réseaux utiles.

Favoriser une dynamique d'innovation ouverte permet aux start-ups et aux grandes entreprises de tisser des liens et de cocréer des solutions durables. Parmi les principaux facteurs de réussite figure la possibilité pour les start-ups, qui font preuve d'agilité mais dont les ressources sont limitées, de collaborer avec des grandes entreprises bien dotées en ressources mais moins flexibles. Cette collaboration les aide à surmonter des obstacles tels que le manque de fonds et l'accès restreint au marché, tout en offrant aux grandes entreprises des solutions innovantes et une réduction des coûts de recherche et développement. En **plaçant les start-ups en position de fournisseurs de solutions** et en tirant parti des ressources et de l'expertise des grandes entreprises, ces deux parties partagent les risques et bénéficient de l'accélération des délais de mise sur le marché. Enfin, les réformes politiques et en matière de gouvernance bleue peuvent favoriser davantage les partenariats publics et privés et les investissements privés dans les projets innovants. Les cadres réglementaires favorables, tels que les crédits d'impôt pour les grandes entreprises qui externalisent la recherche et le développement vers les start-ups et les laboratoires de recherche, ou encore les subventions et les facilités de financement sur mesure améliorant l'accès au marché pour les innovateurs, appuient davantage encore cette dynamique, offrant aux start-ups des terrains d'essai et des clients potentiels tout en fournissant aux entreprises des avancées technologiques de pointe.

ALGERIA STARTUP CHALLENGE

EXPÉRIENCE / ALGÉRIE

En 2018, Leancubator a lancé le [Algeria Startup Challenge](#), aujourd'hui le plus gros programme d'aide aux start-ups qui crée des opportunités pour les start-ups et les entreprises de développer les innovations de demain. Il soutient les start-ups et les projets innovants à l'aide de ressources et leur fournit une aide à la création de réseaux pour faciliter la cocréation d'initiatives percutantes et collaboratives. Il a jusqu'à présent aidé plus de 1800 start-ups et projets (soit plus de 12000 détenteurs de projets) et organisé plus de 300 séances de coaching.

Les exemples d'initiatives innovantes appuyées en Algérie portent sur plusieurs secteurs de l'économie bleue, y compris la transition énergétique, le tourisme côtier et maritime, la gestion des déchets, l'aquaculture et la pêche, en particulier du point de vue de la sécurité alimentaire. Citons notamment:

- Une start-up qui a développé un système de réfrigération 100% solaire, qui garantit une énergie durable à moindre coût, principalement utilisée pour le transport et le stockage réfrigéré des produits de la mer.
- Une start-up qui offre une solution complète de calcul de l'empreinte carbone fondée sur l'intelligence artificielle, répondant ainsi au besoin qu'a l'industrie alimentaire de suivre et de réduire son empreinte carbone.
- Une start-up dans le domaine des fermes-écoles axée sur l'exploitation durable du poisson pour améliorer la valeur des ressources hydriques et des rejets de poissons.
- Une solution alternative d'alimentation du poisson basée sur des matières premières fermentées et sur les déchets alimentaires pour répondre aux coûts élevés des pratiques traditionnelles d'élevage du poisson.

APPROCHE INTÉGRÉE DE LA GESTION DE LA POLLUTION PLASTIQUE: LE CAS DE LA TUNISIE

Un exemple concret de l'efficacité d'une approche intégrée pour lutter contre l'urgence des déchets plastiques marins a été présenté par:



Le Bureau tunisien du Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

représenté par Mme Rania Koussani, ingénieure agroéconomiste, conseillère RSE et gestionnaire du Projet [DEVLOK](#) (*Développement local des îles du Kerkennah*).

Le GIZ intervient en Tunisie au nom du Gouvernement allemand et de l'UE, entre autres. Il travaille avec des partenaires locaux sur plus de 50 projets et soutient le développement démocratique et des politiques économiques du pays, en particulier dans ses régions rurales. Les axes prioritaires de travail de la coopération allemande au développement en Tunisie sont les suivants: développement économique durable et promotion de l'emploi; développement régional, gouvernance locale et démocratie; eau et protection des ressources naturelles. Le GIZ œuvre également en faveur des performances économiques des régions, afin d'attirer plus d'investissements dans le pays, en aidant à créer des opportunités d'emploi. Le GIZ encourage également l'utilisation durable des ressources en eau dans la région. En collaboration avec des organisations publiques, privées et de la société civile, des solutions sont développées pour des pratiques agricoles et le développement rural qui conserve les ressources. Parmi les autres axes de travail du GIZ, citons l'énergie, le climat et les migrations. Le GIZ assure aussi la coordination d'activités spécifiques au pays dans les domaines de la numérisation, de la durabilité et du genre.

La hausse annuelle moyenne de 8,4% de la production depuis les années 1950 a conduit à l'omniprésence des plastiques partout dans le monde. Associé à d'autres facteurs, tels que des pratiques d'élimination inadaptées et/ou incontrôlées, une infrastructure inadaptée pour la gestion des déchets et des technologies de recyclage insuffisantes, ainsi qu'à l'absence d'incitations ou de sensibilisation publique, ce phénomène a conduit à une présence universelle de déchets plastiques dans l'environnement, où ils peuvent se déverser dans les cours d'eau et les océans¹⁵. Les **déchets plastiques marins** sont considérés comme la forme la plus répandue de pollution affectant les océans, puisqu'ils représentent les trois quarts des déchets marins à l'échelle mondiale¹⁶ et ont des effets environnementaux et socio-économiques considérables. Les microplastiques et nanoplastiques, qui résultent de la dégradation des déchets plastiques, peuvent constituer une **menace pour les organismes aquatiques, la sécurité sanitaire des aliments et la santé publique**¹⁷. Selon les estimations, la Méditerranée est polluée par 730 tonnes de déchets plastiques chaque jour, soit 95 à 100% des déchets flottants totaux et plus de 50% des déchets des fonds marins. **Les populations côtières et le tourisme sont les principaux moteurs de la production de déchets plastiques et de déchets marins dans la région**¹⁸, associés à des modèles économiques *take-make-waste* (prélever-fabriquer-jeter), qui sont à l'origine de la dégradation des écosystèmes, contribuent à la perte de biodiversité et menacent la santé publique.

La stratégie *Kerkennah Plastic Free* est un exemple concret de la manière dont une approche territoriale intégrée et participative peut aider à cibler la réduction et la gestion des déchets plastiques. Développée par WWF Tunisie et le CIHEAM Montpellier dans le cadre du projet *DEVLOK* (voir encadré ci-dessous), financé par la délégation de l'UE en Tunisie, et du projet des zones humides des îles méditerranéennes (*MedIsWet*), financé par la Fondation MAVVA, cette initiative a été conçue pour favoriser le développement durable en appuyant les activités des jeunes et des femmes au sein des communautés de pêche. Kerkennah Plastic Free aborde la question cruciale de la pollution plastique, exacerbée par le forage pétrolier, l'érosion et la salinité croissante des réserves d'eau souterraines. Les déchets plastiques, y compris les engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés, ont conduit à une dégradation des ressources marines et nuisent au secteur de la pêche, l'activité économique principale des îles, qui représente 40%

de leurs rendements économiques¹⁹. Pour lutter contre ces défis, le projet a mis en place un système pour la récupération locale des déchets plastiques. Ce système inclut la création de zones certifiées de ramassage du plastique et l'élaboration de méthodes visant à décomposer et réutiliser le plastique. Par exemple, les plastiques ainsi récupérés sont souvent transformés en matériaux qui peuvent être réutilisés au sein de la communauté, comme des engins de pêche ou des sacs de ramassage pour d'autres activités de nettoyage.

L'initiative a mobilisé la communauté locale de manière significative, dont les autorités locales, des représentant-es de la société civile et des bénévoles, qui travaillent ensemble **dans le cadre d'une approche participative**. Les établissements d'enseignement ont fait participer leur corps étudiant à des activités de ramassage du plastique, et les organisations de jeunes ont mené des campagnes ciblées de nettoyage. Les entreprises locales, y compris les magasins et les bars, se sont aussi engagées à soutenir les efforts de ramassage du plastique. Cette approche intégrée a eu plusieurs résultats positifs. En réduisant le nombre de déchets plastiques, l'initiative a amélioré l'environnement local et rendu ainsi les îles plus attrayantes pour le tourisme durable. Les conditions environnementales améliorées ont conduit à l'amélioration de la qualité des produits alimentaires issus de la terre et de la mer, ce qui a permis aux pêcheurs locaux de vendre leurs produits à un meilleur prix. L'initiative a par ailleurs encouragé le pécaturisme, qui aligne les pratiques environnementales responsables sur le secteur de la pêche. Globalement, **l'initiative a réussi à créer un cercle vertueux qui renforce l'économie locale, améliore la sécurité alimentaire et favorise un avenir durable** pour les îles du Kerkennah. Par le biais de la mobilisation communautaire et des pratiques innovantes en matière de gestion des déchets, ces initiatives constituent un modèle de réussite en matière d'intégration de la durabilité environnementale et du développement économique dans les communautés insulaires de la Méditerranée.

La mobilisation réussie des parties prenantes dépend de plusieurs facteurs centraux. Les **femmes locales** de Kerkennah ont joué un rôle essentiel en optant pour des pièges métalliques plutôt que des pièges en plastique. Ce changement s'inscrit dans le cadre d'un **partenariat plus vaste entre les côtes de la Méditerranée**, par lequel le plastique ramassé était réduit en pièces et exporté vers des entreprises spécialisées capables de les réaffecter dans de nouveaux produits.

Assurer la participation concrète de toutes les parties prenantes a nécessité beaucoup de temps et d'efforts. Il a fallu plusieurs années pour obtenir un engagement et favoriser la collaboration autour d'un objectif commun de développement durable. L'élément crucial consistait à s'assurer que les plans élaborés étaient conçus pour

une mise en œuvre à long terme, **permettant à la communauté de bâtir ensemble un avenir durable.** Cette perspective à long terme était essentielle pour surmonter les défis initiaux et assurer une participation et une coopération durables entre les différentes parties prenantes concernées.

LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DES ÎLES DU KERKENNAH (DEVLOK)

EXPÉRIENCE /  TUNISIE

Financé par l'UE dans le cadre de son accord bilatéral avec la Tunisie dans le cadre de la Politique européenne de voisinage, le [projet DEVLOK](#) a été mis en œuvre dans le pays entre 2017 et 2021 pour favoriser une approche participative et inclusive visant à renforcer l'économie maritime, agricole et rurale des îles du Kerkennah, en appuyant les initiatives économiques et sociales mises en œuvre pour améliorer les ressources locales et propres aux îles au profit de la population générale. L'axe de travail du projet a été menacé par de nombreuses tensions, relatives à l'accès aux profits du forage pétrolier, à la surpêche et à la concurrence sur les ressources halieutiques, à la pollution terrestre et maritime, aux flux de population saisonniers, au site de départ de migrations irrégulières, etc. Les principaux résultats du projet sont les suivants: création d'un **comité local de développement pour le dialogue et pour la gestion collective du projet**; sensibilisation de 500 riverains sur les enjeux de développement du territoire et participation régulière aux dialogues et réunions de coordination; renforcement des capacités de 100 parties prenantes locales (publiques, privées, organisations de développement, société civile) relatives aux processus inclusifs et participatifs, à l'aménagement territorial et local, au développement économique; institution d'un projet territorial intégrant les besoins de la population locale et les orientations stratégiques nationales et mise en place à long terme de 40 projets économiques et sociaux supplémentaires; consolidation de partenariats avec des organisations de développement européennes.

COMPÉTENCES, ÉDUCATION ET EMPLOI

L'importance des compétences en matière de formation et des programmes d'enseignement personnalisés pour répondre aux demandes du marché du travail a été mise en avant par:



[L'Institut national italien d'océanographie et de géophysique appliquée \(OGS\)](#)

représenté par M. Mounir Ghirbi, Directeur de la coopération internationale et de la promotion de la recherche.

L'OGS est un institut de recherche public italien sous la supervision du Ministère italien des universités et de la recherche. Il est spécialisé dans la recherche dans les domaines des sciences terrestres et de l'océanographie à l'échelle internationale. Son expertise, appliquée aux domaines des sciences terrestres, maritimes et polaires, contribue à la diffusion du savoir scientifique et à la résolution des problèmes environnementaux, économiques et sociaux. Ses principales activités, axées notamment sur les questions liées aux principaux défis mondiaux, sont la recherche, le développement et le transfert de technologie au profit des territoires. La stratégie de l'institut cherche à assurer une intégration étroite entre la recherche, l'innovation/le transfert de technologie et les activités de formation/diffusion, ainsi qu'une synergie entre les différents instruments de financement de la recherche.

La collaboration scientifique et la diplomatie scientifique sont essentielles pour favoriser la création de partenariats visant à répondre à certaines questions urgentes comme la perte de biodiversité, la pollution, la sécurité alimentaire et l'aquaculture durable dans la région méditerranéenne. La collaboration entre les secteurs universitaire et de la production est essentielle pour assurer l'application de la recherche et de l'innovation au monde réel.

L'adaptation des parcours éducatifs et des formations aux besoins du secteur de la production contribue à garantir des avantages économiques et des possibilités d'emploi dans l'économie bleue pour les jeunes, en particulier dans les pays en proie à de forts taux de chômage. À cet égard, la Méditerranée est fortement touchée, notamment par des taux de chômage élevés chez les jeunes, par exemple 24,4% en Italie en 2022²⁰ et 34,4% en Tunisie en 2019²¹.

De plus, la création de masters universitaires avancés, d'opportunités de certification et de programmes de formation des formateurs qui font correspondre les compétences aux besoins du marché du travail peut favoriser l'emploi dans les secteurs de l'économie bleue. Plusieurs initiatives de coopération (voir les encadrés ci-dessous) contribuent également à ces efforts, en renforçant les capacités de différentes parties prenantes, allant des jeunes aux administrations locales, dans toute la région de la Méditerranée. La mobilité est toutefois parfois entravée par des problèmes de visa, qui doivent être réglés pour faciliter la libre circulation des scientifiques et des étudiants. La collaboration des ministères des affaires étrangères est recherchée pour favoriser la délivrance en temps utile de «visas scientifiques» et faciliter ainsi la mobilité et, au bout du compte, la coopération internationale.

PROJET RESEARCH AND EDUCATION BUILDING URBAN INSTITUTIONS FOR LOCAL DEVELOPMENT (REBUILD)

EXPÉRIENCE /  LIBYE

Le [projet REBUILD](#), cofinancé par l'Union européenne et coordonné par la province autonome de Trente, en Italie, vise à renforcer les services publics locaux libyens par le biais d'un mécanisme de formation permanent délivré par les universités libyennes aux municipalités libyennes. Plus précisément, il contribue à l'amélioration des capacités des 10 municipalités partenaires à concevoir, mettre en œuvre et évaluer les politiques publiques locales. L'un de ses axes de travail consiste à redynamiser l'économie libyenne grâce à l'économie bleue, en améliorant notamment le secteur des pêches. Cette initiative, gérée par l'OGS, vise à normaliser et commercialiser des produits de la pêche libyens qui répondent aux normes du marché international. La formation de formateurs du secteur des pêches est un élément clé, qui fournit aux professionnels libyens les compétences et les connaissances nécessaires pour améliorer leurs pratiques et leurs produits. Le projet a notamment enregistré une réussite sur le plan diplomatique, dans le cadre de laquelle les maires de différentes municipalités libyennes, de Benghazi à Tripoli, se sont réunis à Trieste, en Italie, pour réfléchir ensemble à des stratégies de commercialisation internationale du poisson, ce qui constitue un pas important vers la reprise et la stabilité économiques pour la Libye via l'économie bleue.

INITIATIVE BLUE SKILLS

EXPÉRIENCE /  MÉDITERRANÉE

L'[Initiative Blue Skills](#), mise en œuvre par l'OGS au nom du Ministère italien des universités et de la recherche et labellisée par l'Union pour la Méditerranée, est conçue pour fournir une éducation et une formation complètes au service de l'économie bleue durable dans la région de la Méditerranée. Ce projet propose tout un éventail de programmes, de la formation de formateurs et des écoles d'été aux diplômes de master avancés (voir ci-dessous) et opportunités de mobilité. Il vise à développer une main-d'œuvre qualifiée qui répond aux besoins du marché du travail tout en promouvant les pratiques durables. L'initiative a attiré des participants de différents pays, méditerranéens et autres, dont des étudiants de la Trinité-et-Tobago et du Koweït. Le projet, qui en est à sa septième édition, met en évidence l'importance de la circulation des talents et de la collaboration internationale, accueillant des étudiants à Trieste et facilitant l'échange de connaissances et l'expertise au-delà des frontières.

PROGRAMME DE MASTER SUR L'ÉCONOMIE BLEUE DURABLE DE L'UNIVERSITÉ DE TRIESTE

EXPÉRIENCE /  ITALIE

Le [Programme de master sur l'économie bleue durable](#), proposé par l'Université de Trieste, en Italie, a été reconnu comme le meilleur d'Europe en 2023. L'objectif de ce programme est d'améliorer l'offre éducative pour les jeunes des pays méditerranéens dans les domaines marin et maritime, de favoriser le développement économique durable et de contribuer à la promotion de l'emploi dans le secteur des emplois bleus, tout en favorisant le dialogue entre pays méditerranéens par le biais de la diplomatie scientifique. Ce programme assure la collaboration entre le secteur de la production, les autorités locales et les établissements universitaires pour l'adaptation des parcours éducatifs. Les avancées en matière d'intelligence artificielle et de robotique appliquées au secteur de la pêche et de l'aquaculture sont aussi intégrées dans le programme.

COLLABORATION MULTIPARTITE POUR LA TRANSFORMATION BLEUE EN MÉDITERRANÉE

Les discours de clôture ont été prononcés par:



Le Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM)

représenté par M. Teodoro Miano, Secrétaire général.

Fondé en 1962, le CIHEAM est une organisation intergouvernementale méditerranéenne composée de 13 États membres. Il opère au travers de ses quatre instituts basés à Bari (Italie), Chania (Grèce), Montpellier (France) et Saragosse (Espagne), et son siège est à Paris. Toutes les activités du CIHEAM partent d'une approche de collaboration ascendante et sont axées sur la résolution de problèmes, en lien avec les besoins spécifiques des pays. La mission du CIHEAM tourne autour de 4 piliers du développement (protection de la planète, sécurité alimentaire et nutrition, développement inclusif, crises et résilience) et est divisée en 15 priorités thématiques. Le Programme stratégique 2025 du CIHEAM et son Plan d'action ont pour objet de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la Méditerranée dans des domaines spécifiques.

La transformation bleue qui est, en effet, un processus à long terme, doit être régie par des approches multipartites et participatives à l'échelle locale, nationale et régionale. Le dialogue et la coopération régionale sont impératifs dans ce contexte. La région méditerranéenne est confrontée à la double réalité d'une mer surexploitée et menacée et du potentiel considérable, mais sous-estimé, de l'économie bleue de générer richesse et développement. Le carrefour actuel donne l'occasion de choisir la trajectoire à suivre vers un avenir durable. Pour cela, **la région a besoin de davantage de multilatéralisme et de coopération en matière de collecte, de partage, de transparence des données** et d'un renforcement de la confiance. **La science et la recherche doivent faire de l'innovation un bien commun**, en mettant l'accent sur la formation et le renforcement des capacités, en particulier pour les communautés côtières. Il est essentiel de mobiliser les acteurs économiques et financiers (le secteur privé, y compris les petites et moyennes entreprises, les banques et institutions financières internationales, les sociétés d'assurance, etc.), de même que de développer une **vision régionale pour des systèmes agroalimentaires plus durables**, que la FAO, le CIHEAM, l'UpM et PRIMA encouragent depuis des années par l'intermédiaire de la Plateforme SFS-MED.

La collaboration et la coopération multipartites ont le potentiel de favoriser le dialogue et l'échange d'expertises, d'offrir des formations et de produire des connaissances, tout autant d'**ingrédients clés pour la transformation des systèmes agroalimentaires et des systèmes alimentaires aquatiques**, compte tenu des interconnexions entre mer et terre et des liens environnementaux, sociaux et économiques qui les unissent. Ce type de collaboration a déjà lieu à l'échelle régionale, par l'intermédiaire d'acteurs clés comme la Plateforme SFS-MED et la Plate-forme méditerranéenne des acteurs de l'économie bleue régie par l'UpM, qui servent de hubs régionaux pour le partage de connaissances et le renforcement des partenariats, et qui sont appuyés par des processus politiques et institutionnels, tels que les Déclarations ministérielles de l'UpM. Celles-ci représentent les efforts collectifs déployés par différentes organisations et soulignent le besoin de stratégies axées sur l'action qui font le lien entre les agendas «bleu» et «vert» au niveau stratégique et qui engagent les sphères politiques à cultiver la prise de conscience et la volonté politique en faveur d'approches novatrices pour relever les défis relatifs aux chaînes de valeur et au chômage dans la région.

PLATEFORME SFS-MED

COLLABORATION / MÉDITERRANÉE

La [Plateforme SFS-MED](#) est une initiative pluripartite codirigée par la FAO, le CIHEAM, l'UpM et PRIMA, prenant la forme d'un projet affilié du Programme SFS du réseau One Planet. Elle agit comme **forum** de dialogue et de collaboration pluripartite, **réseau** favorisant le partage de connaissances et le renforcement des capacités, et **moteur** de coopération régionale sur des thématiques prioritaires pour la transformation des systèmes agroalimentaires durables en Méditerranée. Ouverte à toutes les parties prenantes des systèmes agroalimentaires de la région méditerranéenne, elle vise à créer une communauté pour exploiter et partager les connaissances, l'expérience et les compétences des acteurs des systèmes agroalimentaires dans la région afin de mettre en place une action concertée pour la transformation durable des systèmes agroalimentaires.

Contactez le [Bureau de coordination de la Plateforme SFS-MED](#) pour plus d'informations sur les modalités d'engagement.

ONE WORD ONLY

COLLABORATION / MÉDITERRANÉE

La [Plate-forme méditerranéenne des acteurs de l'économie bleue \(MedBESP\)](#) est une plateforme de réseautage régionale créée pour assurer le partage de connaissances et appuyer le développement de l'économie bleue. Elle peut être définie comme un «guichet/portail web unique qui favorise la consolidation et le partage d'informations générales, techniques et sectorielles relatives aux affaires marines et maritimes en Méditerranée». La Plate-forme est un portail web qui vise à fournir un cadre systémique et cohérent destiné à améliorer la gouvernance maritime en Méditerranée en favorisant et en instaurant: une approche plus stratégique, intégrée et coordonnée des politiques et actions ayant un impact sur la mer; une coopération et des synergies intersystèmes entre les secteurs et les frontières à l'échelle régionale, infrarégionale et nationale; un cadre commun et cohérent tenant compte des spécificités régionales de la Méditerranée, pour améliorer l'échange et la diffusion de connaissances, le réseautage et le renforcement des capacités. La plateforme facilite notamment les contacts entre réseaux d'éducation existants et l'échange d'informations et d'outils pédagogiques, et sert d'interface aux programmes de mobilité.

REMERCIEMENTS

Ce webinaire a été conçu dans le cadre de l'initiative SFS-MED. Un grand merci au bureau de coordination de la Plateforme SFS-MED (CIHEAM, FAO, PRIMA, UpM), et en particulier à l'équipe ad hoc qui a assuré la conception de ce webinaire: Laura De Matteis (Division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments – ESF, FAO), Tommaso Mattei (ESF, FAO), Giulia Naborre (CIHEAM), Adriana Salazar Olivan (UpM), Yasmine Seghirate (CIHEAM), Alessandra Sensi (UpM), Afef Tlili (UpM), José Valls Bedeau (ESF, FAO) et l'équipe ECORYS.

La conception graphique a été assurée par Simone Mari et la traduction par Angeline Hadman.

NOTES

¹UpM. 2021. *Déclaration ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur l'économie bleue durable*. Barcelone, Espagne, UpM.

<https://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2021/02/Declaration-UfM-Blue-Economy-FR-1.pdf>

²FAO. 2022. *Blue Transformation. FAO's work on aquatic food systems (Transformation bleue: travail de la FAO sur les systèmes alimentaires aquatiques)*. Rome. fao.org/documents/card/en/c/cc0458en

³FAO. 2023. *The State of Mediterranean and Black Sea Fisheries 2023 – Special edition (L'état des pêches en Méditerranée et en mer Noire 2023 – Édition spéciale)*. Commission générale des pêches pour la Méditerranée. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc8888en>

⁴FAO. 2021. *Stratégie 2030 de la CGPM pour une pêche et une aquaculture durables en Méditerranée et en mer Noire*. Rome.

<https://openknowledge.fao.org/items/bb00ba6a-ecfc-4f43-a4a8-579eb1266821>

⁵Commission européenne. 2021. *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative à une nouvelle approche pour une économie bleue durable dans l'Union européenne: Transformer l'économie bleue de l'Union européenne pour assurer un avenir durable*. Bruxelles. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52021DC0240>

⁶Voir la note 1.

⁷Voir la note 3.

⁸FAO. 2024. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2024. La transformation bleue en action*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd0683fr>

⁹Merayo, E., Vakhitova, V. et Carlson, A. 2024. *Women in fisheries in the Mediterranean and Black Sea region: roles, challenges and opportunities (Femmes dans le secteur des pêches dans la région de la Méditerranée et de la mer Noire: rôles, défis, opportunités)*. Rome, FAO.

<https://doi.org/10.4060/cc9869en>

¹⁰Zurayk, R., Yehya, A.A.K., Sadek, M., De Matteis, L. et Valls Bedeau, J. (à paraître). *Feuilles de route pour la transformation des systèmes agroalimentaires et la coopération régionale en Méditerranée*. Rome, FAO.

¹¹Voir la note 4.

¹²UE et Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM). 2017. *Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever*. <https://bit.ly/49mJl13>

¹³Conférence des régions périphériques maritimes (CPMR), Commission interméditerranéenne, MedWaves et SCP/RAC. 2022. *A Circular Blue Economy for the Mediterranean: Current practices and opportunities (Une économie bleue circulaire pour la Méditerranée: pratiques actuelles et opportunités)*. Rennes et Barcelone. <https://bit.ly/3z1SA9P>

¹⁴Plan Bleu. 2024. *Étude préliminaire pour développer un pilote méditerranéen sur la mesure de la durabilité de l'économie bleue méditerranéenne*. Marseille, Plan Bleu. <https://planbleu.org/publications/etude-economie-bleue-mediterranee/>

¹⁵Giskes, I., Baziuk, J., Pragnell-Raasch, H. et Perez Roda, A. 2022. *Rapport sur les bonnes pratiques pour prévenir et réduire les déchets plastiques marins provenant des activités de pêche*. Rome et Londres, FAO et OMI. <https://doi.org/10.4060/cb8665fr>

¹⁶Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. 2016. *Marine Debris: Understanding, Preventing and Mitigating the Significant Adverse Impacts on Marine and Coastal Biodiversity (Débris marins: comprendre, prévenir et atténuer les effets néfastes sur la biodiversité marine et côtière)*. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Montréal. <https://bit.ly/4c1xKpJ>

¹⁷Voir la note 8.

¹⁸PNUE/PAM. Pollution in the Mediterranean (Pollution en Méditerranée). Dans: *Mediterranean Action Plan (MAP) > Thematic factsheets*. PNUE. <https://bit.ly/3XrZnDB>

¹⁹WWF. 2023. *Voices for just climate action. Tunisia factsheet (Des voix pour une action climatique juste. Fiche Tunisie)*. WWF. <https://bit.ly/4baio00>

²⁰EURES (EUROpean Employment Services). 2023. Informations sur le marché du travail: Italie. Dans: *EURES > Vivre et travailler > Informations sur le marché du travail*. Bruxelles. https://eures.europa.eu/living-and-working/labour-market-information/labour-market-information-italy_fr

²¹ETF (Fondation européenne pour la formation). 2020. *Tunisia – Education, Training and Employment Developments 2020 (Tunisie – Évolutions en matière d'éducation, de formation et d'emploi 2020)*. Turin, ETF. <https://bit.ly/4clvUtH>

RESSOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

L'enregistrement du webinaire est disponible [à cette adresse](#). La note conceptuelle et l'ordre du jour sont disponibles [à cette adresse](#).

Publications

- Agostini, V. N., Olsen, E., Tiffay, C., Alison, E., Coetzee, J., Cojocaru, A.-L., Costello, C., Darias, M. J., Fabinyi, M., Fulton, B., Gelcich, S., Haraksingh Thilsted, S., Hassouni, F. Z., Mills, K. E., Msuya, F., Obura, D. et Tigchelaar, M. 2024. *Ocean Decade Vision 2030 White Papers – Challenge 3: Sustainably Nourish the Global Population*. (Livres blancs de la Vision 2030 de la Décennie des océans: Défi 3: Nourrir durablement la population mondiale). Paris, UNESCO-IOC. (The Ocean Decade Series, 51.3.). <https://doi.org/10.25607/r7qs-a228>
- CIHEAM. 2021. *Coastal Zone management and Fisheries (Gestion des zones côtières et pêche)*. Paris, CIHEAM. <https://bit.ly/49Jz4fl>
- Conférence des régions périphériques maritimes (CPMR), Commission interméditerranéenne, MedWaves et SCP/RAC. 2022. *A Circular Blue Economy for the Mediterranean: Current practices and opportunities* (Une économie bleue circulaire pour la Méditerranée: pratiques actuelles et opportunités). Rennes et Barcelona. <https://bit.ly/3z1SA9P>
- Fondation européenne pour la formation (ETF). 2020. *Tunisia – Education, Training and Employment Developments 2020 (Tunisie – Évolutions en matière d'éducation, de formation et d'emploi 2020)*. Turin, ETF. <https://bit.ly/4clvUtH>
- UE et Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM). 2017. *Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever*. <https://bit.ly/49mJl13>
- Commission européenne. 2021. *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative à une nouvelle approche pour une économie bleue durable dans l'Union européenne: Transformer l'économie bleue de l'Union européenne pour assurer un avenir durable*. Bruxelles. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52021DC0240>
- Commission européenne. 2021. *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Orientations stratégiques pour une aquaculture plus durable et compétitive dans l'Union européenne pour la période 2021-2030*. Bruxelles. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52021DC0236>
- Commission européenne. 2022. *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Vers un secteur des algues de l'UE fort et durable*. Bruxelles. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52022DC0592>
- Commission européenne. 2023. *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative à la transition énergétique du secteur de la pêche et de l'aquaculture de l'UE*. Bruxelles. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52023DC0100>
- FAO. 2015. *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté*. Rome. <https://openknowledge.fao.org/items/7b0c297f-622d-4562-a87d-0ff46f3684c1>
- FAO. 2018. *The State of Mediterranean and Black Sea Fisheries 2018 (L'état des pêches en Méditerranée et en mer Noire 2018)*. Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM). Rome. fao.org/documents/card/en/c/CA2702EN
- FAO. 2020. *The State of Mediterranean and Black Sea Fisheries 2020 (L'état des pêches en Méditerranée et en mer Noire 2020)*. Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM). Rome. <https://doi.org/10.4060/cb2429en>
- FAO. 2021. *Stratégie 2030 de la CGPM pour une pêche et une aquaculture durables en Méditerranée et en mer Noire*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb7562fr>
- FAO. 2022. *Blue Transformation - Roadmap 2020-2030: A vision for FAO's work on aquatic food systems (Transformation bleue – Feuille de route 2022-2030: vision pour le travail de la FAO sur les systèmes alimentaires aquatiques)*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc0459en>
- FAO. 2023. *Achieving SDG 2 without breaching the 1.5 °C threshold: A global roadmap, Part 1 – How agrifood systems transformation through accelerated climate actions will help achieving food security and nutrition, today and tomorrow, In brief (Atteindre l'ODD 2 sans dépasser le seuil des 1,5 °C: feuille de route mondiale, partie 1 – Comment la transformation des systèmes agroalimentaires par l'intermédiaire d'actions climatiques accélérées favorisera la sécurité alimentaire et la nutrition, aujourd'hui et demain)*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc9113en>
- FAO. 2023. *La transformation bleue - Synthèse. Améliorer les systèmes alimentaires aquatiques pour la prospérité et le bien-être*. Rome, FAO. <https://openknowledge.fao.org/items/c1df4509-b975-483c-ae16-fd6b29945774>
- FAO. 2023. *Plan d'action régional pour la pêche artisanale en Méditerranée et en mer Noire. Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM)*. Rome. <https://openknowledge.fao.org/items/c417adf9-f17d-4ffe-be78-6b81c4b4cfa9>
- FAO. 2023. *The State of Mediterranean and Black Sea Fisheries 2023 – Special edition (L'état des pêches en Méditerranée et en mer Noire 2023 – Édition spéciale)*. Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM). Rome. <https://doi.org/10.4060/cc8888en>
- FAO. 2024. *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2024. La transformation bleue en action*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd0683fr>

- **Giskes, I., Baziuk, J., Pragnell-Raasch, H. and Perez Roda, A.** 2022. *Rapport sur les bonnes pratiques pour prévenir et réduire les déchets plastiques marins provenant des activités de pêche*. Rome et Londres, FAO et OMI. <https://doi.org/10.4060/cb8665fr>
- **Macias, J.C., Avila Zaragoza, P., Karakassis, I., Sanchez-Jerez, P., Massa, F., Fezzardi, D., Yücel Gier, G. et al.** 2019. *Allocated zones for aquaculture: a guide for the establishment of coastal zones dedicated to aquaculture in the Mediterranean and the Black Sea (Zones affectées à l'aquaculture: guide pour la création de zones côtières dédiées à l'aquaculture dans la mer Méditerranée et la mer Noire)*. Commission générale des pêches pour la Méditerranée. *Études et examens*. No 97. Rome, FAO. fao.org/documents/card/en/c/ca7041en
- **Merayo, E., Vakhitova, V. et Carlson, A.** 2024. *Women in fisheries in the Mediterranean and Black Sea region: roles, challenges and opportunities (Femmes dans le secteur des pêches dans la région de la Méditerranée et de la mer Noire: rôles, défis, opportunités)*. Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM). Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc9869en>
- **Plan Bleu.** 2024. *Étude préliminaire pour développer un pilote méditerranéen sur la mesure de la durabilité de l'économie bleue méditerranéenne*. Marseille, Plan Bleu. <https://planbleu.org/publications/etude-economie-bleue-mediterranee/>
- **Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.** 2016. *Marine Debris: Understanding, Preventing and Mitigating the Significant Adverse Impacts on Marine and Coastal Biodiversity (Débris marins: comprendre, prévenir et atténuer les effets néfastes sur la biodiversité marine et côtière)*. Montréal, Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. <https://bit.ly/4c1xKpJ>
- **UpM.** 2021. *Vers une économie bleue durable dans la région de la Méditerranée – édition 2021*. Barcelone, UpM. <https://medblueconomyplatform.org/wp-content/uploads/2021/07/file-library-1d37428e334d30112228.pdf>
- **UpM.** 2021. *Déclaration ministérielle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur l'économie bleue durable*. Barcelone, UpM. <https://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2021/02/Declaration-UfM-Blue-Economy-FR-1.pdf>
- **UpM.** 2023. *Roadmap to set the path towards the implementation of the 2021 UfM Ministerial Declaration on Sustainable Blue Economy (Feuille de route pour la mise en œuvre de la déclaration ministérielle de l'UpM de 2021 sur l'économie bleue durable)*. Barcelone, Espagne, UpM. <https://bit.ly/3zBQpde>
- **UpM.** 2024. *2nd UfM Stakeholder Conference on Sustainable Blue Economy. Outcomes and main messages (2e Conférence des parties prenantes de l'UpM sur l'économie bleue durable. Résultats et points essentiels)*. Barcelone, UpM. <https://bit.ly/4cYq3kd>
- **Zurayk, R., Yehya, A.A.K., Sadek, M., De Matteis, L. et Valls Bedeau, J.** 2024. *Feuilles de route pour la transformation des systèmes agroalimentaires et la coopération régionale en Méditerranée*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cd1714fr>

Articles

- **E. Martone.** 2023. *Guidelines for Sustainable Aquaculture: Where do we stand? (Directives sur l'aquaculture durable: où en sommes-nous?)* Dans: FAO Aquaculture News. Juin 2023, no 67. Rome, FAO. <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/173ae9b5-f975-454a-a10a-776c221381b4/content?page=7>
- **EU Neighbours South.** Un événement consacré à l'économie bleue présente des technologies innovantes pour des pratiques aquacoles durables dans la région méditerranéenne. Dans: *EU Neighbours South > Actualités*. UE. <https://south.euneighbours.eu/fr/news/un-evenement-consacre-a-leconomie-bleue-presente-des-technologies-innovantes-pour-des-pratiques-aquacoles-durables-dans-la-region-mediterraneenne/>
- **Banque européenne d'investissement (BEI).** 2023. COP28: Le Partenariat bleu pour la Méditerranée renforce son soutien à l'économie bleue durable. Dans: *BEI > Médiathèque > Salle de presse*. Luxembourg, BEI. <https://www.eib.org/fr/press/all/2023-489-blue-mediterranean-partnership-steps-up-support-for-sustainable-blue-economy>
- **Morgan Stanley.** 2023. 4 Ways to Invest in a Sustainable 'Blue Economy' (4 façons d'investir dans une «économie bleue» durable). Dans: *Morgan Stanley*. New York, NY, États-Unis, Morgan Stanley. <https://mgstn.ly/42ID0zx>
- **Plan Bleu.** 2023. L'économie bleue: une nouvelle frontière pour la croissance et une Méditerranée saine. Dans: *Plan Bleu > Économie bleue*. Marseille, Plan Bleu. <https://planbleu.org/page-theme/economie-bleue/>
- **Initiative WestMED.** La Communauté de pratique sur la planification de l'espace maritime (PEM) pour la Méditerranée vient d'être lancée! Dans: *WestMED > Actualités*. Commission européenne. <https://westmed-initiative.ec.europa.eu/la-communaute-de-pratique-sur-la-planification-de-lespace-maritime-pem-pour-la-mediterranee-vient-detre-lancee/?lang=fr>

Sites web et ressources en ligne

- **BlueMissionMed**. *Supporting the Mediterranean Sea basin for the implementation of the EU mission "Restore our ocean and waters" (Soutenir le bassin méditerranéen pour la mise en œuvre de la mission de l'UE «Restaurer notre océan et nos eaux»)*. <https://bluemissionmed.eu/>
- **EURES (EUROPEAN EMPLOYMENT SERVICES)**. 2023. Informations sur le marché du travail: Italie. Dans: *EURES > Vivre et travailler > Informations sur le marché du travail*. Bruxelles. https://eures.europa.eu/living-and-working/labour-market-information/labour-market-information-italy_fr
- **Commission européenne**. BlueInvest. Dans: *Commission européenne > Océans et pêche > Des océans durables > Économie bleue*. CE. <https://bit.ly/3T0TdYB>
- **Commission européenne**. EU Mission: Restore our Ocean and Waters (Mission de l'UE: Restaurer notre océan et nos eaux.). Dans: *Commission européenne > Recherche et innovation > Horizon Europe*. CE. <https://bit.ly/4bKdo4i>
- **FAO**. 2024. *Comité des pêches*. FAO. <https://www.fao.org/cofi/fr>
- **FAO**. 2024. In Türkiye FAO supports investing in women to improve economic opportunities and boost livelihoods (En Türkiye, la FAO soutient l'investissement dans les femmes pour améliorer les opportunités économiques et stimuler les moyens d'existence). Dans: *YouTube > Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*. FAO. <https://youtu.be/jeg3VW-BzY4>
- **Leancubator**. *Leancubator: Le hub algérien de l'innovation durable*. <https://leancubator.co/>
- **SwitchMed**. *SwitchMed. Passer à une économie circulaire dans le projet méditerranéen*. <https://switchmed.eu/>
- **Plate-forme méditerranéenne des acteurs de l'économie bleue**. *2e Conférence des parties prenantes de l'UpM sur l'économie bleue durable*. Upm. <https://medblueconomyplatform.org/fr/a-propos/2nd-ufm-stakeholder-conference-on-sustainable-blue-economy/>
- **PNUE/PAM**. *Pollution in the Mediterranean (Pollution en Méditerranée)*. Dans: *Mediterranean Action Plan (MAP) > Thematic factsheets*. PNUE. <https://bit.ly/3XrZnDB>
- **WestMED**. *L'Initiative OuestMED*. UE. <https://westmed-initiative.ec.europa.eu/?lang=fr>

Pour plus d'informations et pour toute prise de contact: coordinationdesksfsmplatform@iamb.it

La plateforme SFS-MED est un projet affilié au Programme des systèmes agroalimentaires durables du réseau One Planet.

Le présent document a été fait avec l'aide financière de la part du Ministère des affaires étrangères et la coopération internationale d'Italie. Le contenu de la présente publication relève de la responsabilité exclusive de la FAO et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les points de vue du gouvernement italien.



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO

Pour plus d'informations et contacts:
coordinationdesksfsmplatform@iamb.it